



CONSEIL DES
ÉCOLES CATHOLIQUES
DE LANGUE FRANÇAISE
DU CENTRE-EST

Le meilleur
conseil
qu'on puisse vous donner

POSTES À POURVOIR

Le Conseil des écoles catholiques de langue française du Centre-Est (CECLFCE) est à la recherche de personnes intéressées à se joindre à son équipe pour poursuivre avec passion une vision commune, axée sur la collaboration et sur l'innovation en éducation. Avec plus de 18 000 élèves fréquentant 38 écoles élémentaires, 9 écoles secondaires et son école pour adultes, le CECLFCE est LE PLUS IMPORTANT RÉSEAU CANADIEN D'ÉCOLES de langue française à l'extérieur du Québec.

Notre MISSION

« Outiller l'élève pour sa réussite scolaire, son épanouissement personnel, sa citoyenneté et son engagement dans la catholicité et la francophonie. »

Diane Doré
Présidente
du Conseil

Lise Bourgeois
Directrice de
l'éducation et
secrétaire-trésorière
du Conseil

Direction des ressources
humaines
4000, rue Labelle
Ottawa (Ontario)
K1J 1A1
Téléphone :
613-744-2555 ou
sans frais
1-888-230-5131
Télééc. : 613-746-3165
Courriel :
drh@ceclf.edu.on.ca

ANIMATRICE OU ANIMATEUR DE PASTORALE

ÉCOLE SECONDAIRE CATHOLIQUE MARIE-RIVIER (KINGSTON, ONTARIO)

Dossier 15/08-09 2e affichage

1 poste régulier à 40 % du temps, 10 mois (14 heures/semaine)

INFORMATICIENNE OU INFORMATICIEN

Dossier 41/08-09 2e affichage

1 poste à terme à 100 % du temps, 12 mois (35 heures/semaine), pour la région d'Ottawa-Carleton, jusqu'au 31 août 2009

ÉDUCATRICE OU ÉDUCATEUR ALF

CENTRE SCOLAIRE CATHOLIQUE JEANNE-LAJOIE, PAVILLON SECONDAIRE

Dossier 52/08-09

1 poste régulier à 50 % du temps, 10 mois (15 heures/semaine)

PRÉPOSÉE OU PRÉPOSÉ AUX SOINS

ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE CATHOLIQUE DE LA DÉCOUVERTE

Dossier 53/08-09

1 poste régulier à 50 % du temps, 10 mois (15 heures/semaine)

CONCIERGE

ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE CATHOLIQUE SAINT-GUILLAUME

Dossier 54/08-09

1 poste régulier à 25 % du temps, 12 mois (9,4 heures/semaine)

AGENTE OU AGENT AUX FINANCES - COMPTABILITÉ

SERVICE DES FINANCES

Dossier 55/08-09

1 poste régulier à 100 % du temps, 12 mois (35 heures/semaine)

AGENTE OU AGENT DE PROJETS SPÉCIAUX - SERVICES À LA PETITE ENFANCE

SERVICE DE PLANIFICATION, IMPUTABILITÉ ET CONCERTATION STRATÉGIQUE

Dossier 56/08-09

1 poste à terme à 100 % du temps, 12 mois (35 heures/semaine) jusqu'au 31 août 2009

Pour obtenir tous les détails relatifs aux postes susmentionnés, veuillez consulter le site Internet du CECLFCE au www.ecolecatholique.ca à la rubrique « Emplois ». Il est également possible d'obtenir une copie des offres d'emploi à la réception du Centre éducatif du CECLFCE, situé au 4000, rue Labelle, Ottawa (Ontario), entre 8 h et 17 h.

Le Droit 8 et 9-11-2008

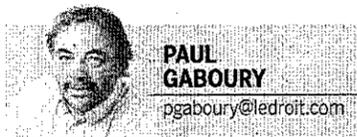
PERSONNALITÉ

LeDroit
CYBERPRESSE.CA

RADIO | TÉLÉVISION | INTERNET

Aujourd'hui, *LeDroit* et Radio-Canada veulent rendre un hommage particulier à l'ancien sénateur Jean-Robert Gauthier, en le nommant Personnalité de la semaine. Celui qui est reconnu pour sa lutte en faveur des droits des francophones du Canada fait l'objet d'une biographie intitulée *Convaincre... sans révolution et sans haine*.

Jean-Robert Gauthier signe et résigne

PAUL
GABOURY

pgaboury@ledroit.com

Jean-Robert Gauthier admet qu'il a dû se convaincre qu'il devait prendre un certain recul de la politique. Ce n'est pas qu'il n'a plus vraiment d'intérêt. Au contraire. Mais à 79 ans, l'homme admet qu'il n'a plus l'énergie ni la santé. Disons qu'il a décidé de s'impliquer autrement.

Choisi personnalité de la semaine *LeDroit*-Radio-Canada, l'ancien député et sénateur a marqué l'histoire canadienne par son implication et ses luttes pour la défense des droits des francophones au Canada. Et il a de quoi être fier.

Après avoir été contraint à la retraite comme sénateur lorsqu'il a atteint l'âge de 75 ans, M. Gauthier a décidé de s'occuper et de s'impliquer autrement. «Mes priorités ont changé» dit-il, résolu.

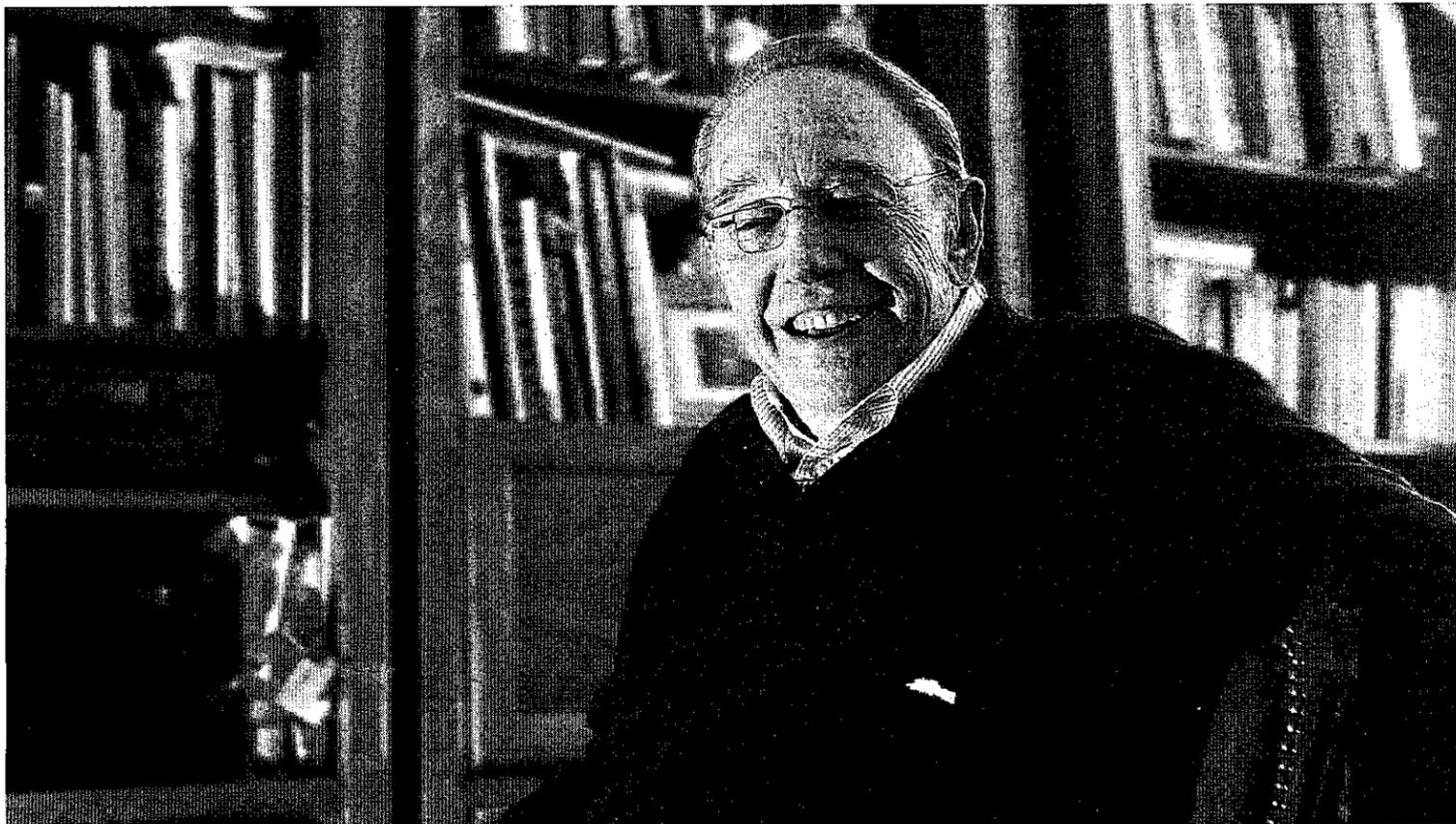
La maladie qu'il l'afflige depuis le milieu des années quatre-vingt-dix l'oblige désormais à des traitements de dialyse. Mais loin de l'abattre, il a décidé de prendre le bon côté des choses, avec son épouse Monique. «Je n'ai plus une bonne santé et ce n'est pas facile. Mais je l'accepte car je n'ai pas le choix. Sinon, je serais six pieds sous terre», raconte M. Gauthier.

Les médecins l'avaient prévenu qu'il ne pourrait plus marcher. «J'ai dit au médecin qu'il n'était pas le bon Dieu. Et c'est avec la volonté et des traitements que j'ai pu recommencer à marcher. Je suis un bel exemple de réadaptation», raconte M. Gauthier.

Mais difficile tout de même de sortir la politique de l'homme, car il admet avoir encore toutes sortes d'idées pour la politique. Même s'il ne le fait pas publiquement, M. Gauthier aime bien donner son opinion aux politiciens et ne se gêne pas pour leur envoyer encore des lettres.

«Je n'ai pas vraiment arrêté. J'écris à tous les jours, aux ministres, aux premiers ministres, aux députés. Mais je ne le fais plus publiquement. Disons que je m'implique différemment», nous a raconté M. Gauthier.

Son engagement de plus de 40 ans pour la cause des francophones a été encore une fois



MICHEL LAFLEUR, LeDroit

Jean-Robert Gauthier a été abandonné par ses parents. À l'orphelinat, il a appris à prendre sa place. Sa détermination pendant plus de 40 ans à défendre la cause des francophones vient d'être reconnue par la publication d'un livre.

reconnu par la publication d'une volumineuse biographie de 600 pages racontant sa vie et sa carrière politique. «Je n'ai eu le temps de lire que le tiers du livre, et je dois dire que c'est pas mal fidèle à ce que j'ai vécu», raconte-t-il.

Homme engagé, M. Gauthier n'a pas eu une enfance facile. Né d'une mère d'origine écossaise et d'un père francophone, il a été abandonné par son père à deux ans, puis par sa mère à quatre. Il aura passé trois années avec sa petite sœur dans un orphelinat. À huit ans, il est allé vivre chez son grand-père, médecin devenu par la suite greffier au Sénat.

«J'étais un garçon tranquille mais déterminé. Quand je voulais quelque chose, j'allais droit au but. Il n'y avait rien d'épouvantable à l'orphelinat car nous étions nourris, couchés et on nous endurait. Moi, j'y ai appris à vivre avec d'autres et à prendre ma place», dira-t-il de ce lointain mais marquant épisode de sa vie d'enfant.

Son grand-père l'a par la suite accueilli et jusqu'à sa mort, il lui a servi de modèle. «Pour se ren-

dre au Parlement, nous marchions le long de la rue Rideau. Mon grand-père arrêta à tous les jours dans quatre magasins pour acheter des bas, en français. Mais on ne lui répondait qu'en anglais. Il a fait cela jusqu'à ce qu'on commence à lui répondre en français», se rappelle-t-il.

L'éducation en français dans des écoles françaises à l'extérieur du Québec est devenue réalité en partie grâce à ses interventions pour faire changer les lois. Mais il a dû payer le prix politique pour son entêtement à défendre ses principes, même quand c'était contre la ligne de parti. Une fois, après avoir dit qu'il s'opposait à ce que les juges n'aient plus à payer leur régime de retraite, l'ancien premier ministre Pierre Elliott Trudeau, avec lequel il était souvent en désaccord, lui avait dit à l'oreille lorsqu'il passa à ses côtés à la Chambre des communes qu'il ne ferait jamais partie de son cabinet comme ministre. Mais cela ne l'avait pas empêché de voter contre le rapatriement de la Constitution parce qu'il était en

désaccord avec le texte proposé.

Quand il avait une idée, rien ne pouvait l'arrêter. En 1967, il acheta une ferme à Duclos avec seulement 9000\$ en poche pour en faire le Camp Richelieu, un endroit où les jeunes francophones vivaient une expérience avec des animaux de ferme. Personne n'y croyait vraiment. Il avait alors utilisé tous ses contacts auprès de gens d'affaires, même anglophones, pour en faire un succès.

«Si les anglais pouvaient le faire, je me disais que nous aussi on le pouvait» s'était-il dit. «J'étais en maudit quand la ferme a été vendue parce que le conseil scolaire n'avait plus d'argent pour la garder».

De Stéphane Dion, il dira qu'il l'avait appuyé lors de la course au leadership en raison de son appui à la cause des francophones hors Québec. «Pendant un discours, M. Dion avait prononcé le mot bilinguisme sept fois. Je lui ai dit qu'il devrait plutôt parler de la dualité linguistique, que les deux langues devaient être traitées d'égal à égal dans ce pays. Il a compris

et abandonné le mot bilinguisme. Il avait écouté et agit. Cela m'avait impressionné», raconte M. Gauthier.

Mais les politiciens francophones hors Québec n'occupent plus autant de place, dit-il, l'air inquiet. La bataille est loin d'être gagnée. «Tout un défi attend la relève», constate-t-il.

De la victoire de Barack Obama, il souligne l'importance de Internet pour amasser des fonds pour les partis politiques. Peut-être trouvera-t-il encore une fois les mots dans une autre lettre pour convaincre les dirigeants de son parti de regarder ce qui se passe de ce côté pour l'avenir du parti.

Car tant qu'il y aura de l'espoir, Jean-Robert Gauthier gardera la flamme.

Vous pouvez entendre la Personnalité de la semaine ce matin, à 8 h 40, à l'émission *Bernier et Cie* animée par Carl Bernier et diffusée à la radio de Radio-Canada au 90,7 FM, ainsi que ce midi au *Téléjournal/midi*, présenté par Nathalie Tremblay à la télévision de Radio-Canada.

NOTRE CHOIX EST CLAIR. NOTRE CHOIX EST VERT.





cyberpresse.ca

Publié le 10 novembre 2008 à 05h00 | Mis à jour à 05h00

Les cégépiens en difficulté augmentent



[Daphnée Dion-Viens](#)

Le Soleil

(Québec) Il n'y a pas qu'au primaire et au secondaire où le nombre d'élèves en difficulté augmente. Les cégeps n'échappent pas à cette réalité. En deux ans seulement, le nombre d'élèves ayant des troubles d'apprentissage a presque doublé, forçant les cégeps à revoir les services offerts.

Selon les chiffres fournis par la Fédération des cégeps, il y avait 426 étudiants qui éprouvaient de sérieux troubles d'apprentissage en 2006, comparé à 769 en 2007. Une hausse de 55 % en deux ans.

La bonne nouvelle, c'est que ces étudiants arrivent à obtenir un diplôme d'études secondaires malgré leurs difficultés. La mauvaise nouvelle, c'est qu'une fois arrivés au cégep, ils ne reçoivent pas les services auxquels ils auraient droit, affirme Mario Beauchemin, président de la Fédération des enseignants du cégep.

«Présentement, les services sont quasi inexistants, dit-il. Les profs sont démunis, ça alourdit considérablement la tâche dans la classe. Il y a un grand manque de formation.»

Même son de cloche de la part de Bernard Bérubé, président de la Fédération du personnel professionnel des cégeps. «Il y a cinq ans, les élèves en difficulté d'apprentissage, c'était un phénomène très rare. Maintenant, ça explose littéralement. On n'a jamais eu autant d'appels d'enseignants qui craquent et qui ne savent pas quoi faire avec ces jeunes.»

Le risque, ajoute-t-il, est que ces étudiants ayant besoin d'un encadrement particulier nuisent au reste de la classe, si les services ne sont pas au rendez-vous.

Un autre problème est le manque de collaboration entre les commissions scolaires et les cégeps. «Les dossiers ne suivent pas, dit M. Bérubé. Le jeune a eu un plan d'intervention au secondaire, mais une fois arrivé au cégep, il faut repartir à zéro. On a encore beaucoup de chemin à faire là-dessus.»

Orthopédagogues à la rescousse

Pour répondre aux besoins de ces étudiants, des cégeps ont commencé à embaucher des orthopédagogues, une nouveauté dans le réseau collégial. Selon un relevé effectué par la Fédération du personnel professionnel des cégeps, une dizaine de collèges ont embauché des orthopédagogues ou des professionnels qui offrent ce type de services, à temps plein ou à temps partiel.

C'est le cas du Cégep Limoilou, qui est présentement en recrutement. «L'augmentation des problèmes d'apprentissage, c'est un problème de société. On a décidé que l'embauche d'un orthopédagogue était la meilleure façon de répondre à ce problème», affirme la directrice des ressources humaines, Nicole Laflamme.

La présidente de l'Association des orthopédagogues du Québec, Lise Bibaud, confirme la tendance. «Mais ça

commence lentement, dit-elle. La machine est grosse et ça prend du temps avant de dégager des budgets.»

Cette année, un réinvestissement de 75 millions \$ dans le réseau collégial, provenant des coffres d'Ottawa, a permis aux cégeps de mieux respirer. L'argent supplémentaire sert justement à améliorer les services aux étudiants. Chaque cégep y va selon ses priorités : au Cégep de Sainte-Foy, par exemple, les ressources ont servi à améliorer l'aide en français, sans toutefois avoir recours aux services d'un orthopédagogue.

Pour Mme Bibaud, la nouvelle clientèle d'étudiants en difficulté au niveau postsecondaire est «le sujet de l'heure», puisqu'on doit leur offrir les mêmes services «par souci d'équité», dit-elle.

Il n'a pas été possible vendredi de joindre le président de la Fédération des cégeps, Gaëtan Boucher. Le sous-financement du réseau collégial est évalué à 305 millions \$.

Copyright © 2000-2008 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

Dégel des frais de scolarité

Les étudiants veulent un moratoire

MONTREAL — La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération collégiale du Québec (FECQ) ont demandé au prochain gouvernement provincial un moratoire sur le dégel des droits de scolarité, hier.

Ce moratoire serait abordé à travers des états généraux ou une consultation sur la situation de l'éducation postsecondaire au Québec.

Selon les fédérations étudiantes, le dégel des droits de scolarité du gouvernement libéral de Jean Charest a laissé un manque à gagner de 71 millions\$ dans l'aide financière aux études.

Cette décision pourrait priver d'études universitaires entre 6000 et 13000 étudiants potentiels, souligne la coalition étudiante en s'appuyant sur des études réalisées par le ministère de l'Éducation.

«C'est simple, le Québec ne peut pas se passer de tout ce talent-là. On a besoin d'une stratégie concertée à long terme. C'est terminé le *patchage* de nids-de-poule», a déclaré le président de la

FEUQ, David Paradis.

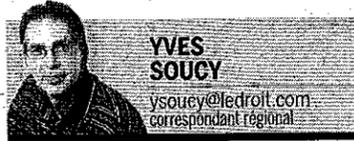
La FEUQ et la FECQ ont indiqué qu'elles avaient l'intention de participer activement à la campagne électorale notamment en effectuant une tournée du Québec pour rappeler aux chefs des différents partis les préoccupations des jeunes.

Une meilleure conciliation famille-études, l'indexation annuelle de l'aide financière aux études et le réinvestissement fédéral en éducation postsecondaire au niveau de 1994-1995 figurent parmi les autres revendications des fédérations étudiantes.

Celles-ci ont précisé qu'elles étaient préoccupées par la crise économique actuelle, mais que le gouvernement provincial «se doit d'investir dans l'éducation pour maintenir le niveau d'innovation et le pouvoir d'achat» du Québec. Pour financer ces actions, la FEUQ et la FECQ suggèrent au gouvernement de récupérer les transferts fédéraux du Québec en éducation, estimés, selon elles, à 820 millions\$.

LA PRESSE CANADIENNE

De jeunes cuistots à l'école Saint-Michel



YVES SOUCY

ysoucy@ledroit.com
correspondant régional

Il n'y a pas de concession alimentaire à l'école primaire Saint-Michel de Montebello. Ce sont plutôt une douzaine d'élèves avec l'aide de leur enseignant qui préparent un repas complet et équilibré et qui est offert aux étudiants de l'école tous les vendredis pour la modique somme de 4\$.

En plus d'être innovateur, le projet est bien particulier puisqu'il implique la participation active de sept élèves, âgées de 8 à 11 ans, présentant une déficience intellectuelle allant de moyenne à profonde, qui composent la classe de soutien à l'apprentissage et à l'insertion sociale (SAIS).

L'expérience acquise par ce projet s'avère très enrichissante pour ces élèves en leur permettant de développer une certaine autonomie ainsi que leur confiance en soi. D'ailleurs, l'an dernier, le projet a reçu le prix Coup

de cœur du jury au niveau régional du Concours québécois en entrepreneuriat.

« Ces enfants ne feront jamais de hautes études, mais on peut leur apprendre à se débrouiller dans la vie, que ce soit entre autres en aidant leurs parents à éplucher et couper les légumes ou même à faire la vaisselle. Certains enfants n'ont pas une bonne motricité. Donc, juste leur apprendre à tenir un économe de la bonne façon, ça les aide à bien tenir un crayon. C'est un plus pour eux et on note déjà beaucoup d'amélioration chez plusieurs élèves », souligne Luc Lafrenière, l'enseignant de la classe SAIS.

Pour effectuer les tâches plus exigeantes, quelques élèves de troisième et quatrième année en cheminement régulier se greffent à l'équipe de cuistots en herbe. En fait, l'enseignante de cette classe récompense les bonnes actions par des coupons. Chaque semaine, les élèves ayant cumulé le plus grand nombre de coupons, ont le privilège d'assister M. Lafrenière et sa classe dans la préparation du menu de même

que la gestion de la mini-entreprise.

L'élaboration du repas se met en branle dès le lundi matin. Après avoir feuilleté les encarts publicitaires des épiceries pour trouver les pièces de viande en spéciale, les élèves déterminent comment on l'apprête et quels légumes l'accompagneront.

Une fois le menu choisi, les élèves le rédige et l'imprime à l'ordinateur pour le distribuer aux élèves et au personnel de l'école. Le mercredi, on compile les commandes et procède aux achats des victuailles. Jeudi matin, le travail à la cuisine s'enclenche. Avec l'aide de deux techniciennes en éducation spécialisée qui assistent l'enseignant, les élèves lavent, pèlent et coupent les légumes et font l'assemblage des petits fruits qui serviront à confectionner les tartes.

« Cette semaine, c'est une longe de porc farcie à l'italienne qu'on prépare. Donc c'est un peu plus pointilleux. Alors, je leur ai fait une démonstration comment tailler la pièce de viande et nous faisons ensemble la farce pour

l'assaisonner », explique M. Lafrenière, qui a une formation en cuisine d'établissement.

Les jeunes ont aussi appris comment faire une pâte à tarte et c'est eux-mêmes qui l'ont roulée. « Moi ce que j'aime le plus, c'est faire des "pets de sœurs" », nous affirme le jeune Samuel avec un large sourire.

Les élèves ont servi une soixante repas la semaine dernière. Une fois le service termi-

né, certains s'affairent à laver la vaisselle, d'autres à comptabiliser les revenus de la journée et à préparer le bordereau de dépôt. Un élève accompagnera la secrétaire de l'école pour déposer l'argent à la caisse populaire de l'endroit.

Le projet a suscité tellement d'intérêt qu'on envisage offrir des repas aux personnes âgées demeurant à la résidence située en face de l'école Saint-Michel.



YVES SOUCY, LeDroit

En compagnie de l'enseignant Luc Lafrenière, le jeune cuistot Samuel apporte une dernière touche à la préparation des sommes de terre duchesses qui sont au menu de la semaine.

Le Droit 18-11-81

Innovative services bring sacrifice home to students

There are few guidelines about effective ways to mark Remembrance Day, but some teachers have gone beyond the usual to offer productions that truly touch the heart, Joanne Laucius writes.

Joanne Laucius

The Ottawa Citizen

Monday, November 10, 2008

Maureen Johnson knew the Remembrance Day ceremony she planned for St. Patrick's High School was hitting the right chords after a fellow teacher overheard an exchange between two teenage girls.

As the girls watched, the faces of 81 of the "boys of St. Pat's" who died in the Second World War flashed on a screen.

"He's cute," one girl remarked, indicating one of the boys on the screen, gone now for more than 60 years.

"They realized it wasn't just old men," says Ms. Johnson, a drama teacher at the school. "These are our boys."

Schools aim to make Remembrance Day ceremonies poignant and moving, yet age-appropriate for students who might think of war as something long ago or far away.

Tomorrow, students at West Carleton Secondary School in Dunrobin will look on as Grade 10 student Brittany Young talks to her father, Sgt. Timothy Young, via a live feed to Base J5 near Kandahar. It's part of a program with a guest list that includes Sgt. Brent Kelly, recently returned from Afghanistan; Scott Taylor, editor of *Esprit de Corps* magazine; and war artist Robert Hyndman, now 96, who was a pilot in the Battle of Britain.

Meanwhile, Holocaust survivor Eva Ollson, who escaped the gas chambers of Auschwitz, is to speak at nine area schools tomorrow to Thursday, as well as at a public event tomorrow night at Sir Robert Borden High School starting at 6:30 p.m. Now 84, Ms. Ollson visits dozens of schools each year to urge students to resist the bullies of the world.

At Rockcliffe Park Public School, almost 100 pupils from Grade 4 to Grade 6 have signed up to present a play written by teacher Barbara Brockmann, based on the lives of three families whose members enlist, fight overseas or hold down the fort at home



CREDIT: Bruno Schlumberger, The Ottawa Citizen

St. Patrick's High School drama teacher Maureen Johnson, third from right, wrote the play, *The Boys of St. Pat's*, to honour former students who served in the Second World War and bring their stories to current students. Of 86 young men, only 81 survived. Student performers in the play include, from left, Sky Wilson, Jordan McAnulty, Michelle Leblanc, Kaitlyn Richards and Andrew Zorz.

during the First or Second World War, or the Korean War.

All schools have Remembrance Day ceremonies, but there is a delicate balance between war and peace.

There are, of course, the Remembrance Day staple elements -- In Flanders Fields, the national anthem, two minutes of silence, the plaintive notes of a bugle. Aside from these, teachers say there are few guidelines that suggest what is effective and appropriate.

In recent years, some schools have performed a piece in which there are two groups of students on the stage, one reading lines from John McCrae's In Flanders Fields while the other recites the lyrics from John Lennon's Imagine as a counterpoint.

"Often, ceremonies are based on the idea of peace and not on the real struggles we had to go through to get to peace. There's nothing wrong with talking about struggle," says Ms. Brockmann, who won a 2002 Governor General's Award for excellence in teaching Canadian history.

"We do the veterans a disservice not to honour their struggles and fights."

Teachers admit that organizing a truly memorable school Remembrance Day ceremony can be like navigating through a minefield.

Patrick Mason, a West Carleton High School teacher who has been organizing Remembrance Day ceremonies for 22 years, got involved after seeing one event at a school at which he was teaching.

"A few people ran around on the stage pretending to shoot each other. I was horrified," he says.

Mr. Mason recalls a principal who warned him not to use crosses in his ceremony. He went ahead and used them anyway. There were no complaints.

"This is history. John McCrae wrote about the crosses," says Mr. Mason

But for the most part, he has never been told what to do in his ambitious ceremonies, which he starts planning on Nov. 12 -- and does, in fact, incorporate Imagine.

He is dogged and imaginative in his efforts, rounding up old hospital bedsheets and gallons of paint to re-create Mr. Hyndman's war paintings, enlisting students to sing war-era songs and even tried to convince high-tech magnate and aviation buff Michael Potter to do a fly-by of the school in his vintage Spitfire.

Mr. Mason believes students are becoming more interested in war history and are increasingly respectful.

"Sure, we love peace. But we have to understand the responsibilities of freedom," he says.

Ms. Brockmann has written four Remembrance Day plays for elementary school students. She points out that the curriculum contains no war history at all until about Grade 8.

"Elementary teachers don't like to talk about war because it's ugly and it's messy," she says.

But the ideas can be presented at a level that even a child can understand.

"Remembrance Day is the perfect way to build in Canadian cultural history," says Ms. Brockmann, who adds the perspectives of women and children as well as soldiers to her plays. In one, a group of children set the scene by comparing the aggressors to bullies using schoolyard rhymes about Hitler, Franco, Mussolini and Hirohito. For some children, it might be the first time they hear those names. As a teacher, she refuses to shy away from using them.

Maureen Johnson was a rookie at St. Patrick's in 1998 when she agreed to become assistant organizer of the Remembrance Day ceremony.

St. Pat's -- the original college on Main Street near the Rideau Canal is now home to Immaculata High School, while St. Pat's is located on Alta Vista Drive -- was founded in 1929 as a Catholic school for boys. The high school and college had about 300 students by 1939. By 1942, more than 500 former students had signed up.

After the war, the school produced a "memorial newspaper" with photographs of 81 out of the 86 former students who had perished.

"I thought: the kids really have to see these pictures," says Ms. Johnson, who enlisted a colleague from the art department to have the photos of the boys who died arranged in a slide show.

Ms. Johnson wrote *The Boys of St. Pat's*, a play about the lives of the St. Pat's students who left Ottawa to serve in the war based on research she did herself, tracking down relatives and friends of the boys.

Students bring 86 crosses representing each of the war dead to the stage and others perform vignettes from the play. Every year, some of the St. Pat's veterans attend the ceremony. At the end of the performance, each of the veterans will stand next to the student actor who portrays him.

"My focus is on those who won't be with us much longer," says Ms. Johnson, who has formed lasting friendships with the veterans she interviewed in the course of her research, many of them nearly 90 years old.

"We have to let them know that we won't forget them."

© The Ottawa Citizen 2008

CLOSE WINDOW

Copyright © 2008 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#). All rights reserved.
CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#). All rights reserved.

School board wants savings to be reinvested in schools

Posted By KIM LUNMAN, SUN MEDIA

Posted 2 days ago

Upper Canada District School Board says it has a unique proposal for the Ministry of Education to reinvest the \$58 million it estimates it will save from closing 13 schools to replace some of its "worn out" schools.

The Capital Opportunity plan was presented at the school board committee of the whole meeting Thursday night.

It calls for a proposed strategy of reinvesting anticipated savings in capital to replace what are known as "prohibitive to repair" schools.

The independent financial analysis states the \$58 million in savings over the next 25 years from Boundary 2020 closures and consolidations of schools "would translate into an effective \$98.6-million boost for the regional economy."

"This is uncharted water for bureaucrats," said director of education David Thomas. "They don't have a series of rules to apply to this."

Thomas said the board wants to "work to save this money and keep it here" instead of it going into "a black hole in Toronto."

"We had to make some tough decisions," he said of Boundary 2020, which also transfers Grade 7 and 8 students into high schools. "Now we can make our schools even better."

A third-party analysis was also conducted for the board by HDR Decision Economics and a 25-year forecast of savings was developed.

The board stands to lose \$37.9 million in operating funding for the schools that are slated for closure over that time but also will avoid \$29 million in capital costs, the report states.

It also states "that rather than having those significant sums of money taken away from the Upper Canada District School Board, that money could be reinvested in capital spending to replace [prohibitive to repair] schools.

"One of the most obvious benefits is a higher-quality learning environment for students - something that parents and taxpayers would argue should be a realistic expectation for all students."

[Continued After Advertisement Below](#)

Advertisement



Most trustees expressed support for the proposal, which calls for a communication plan to encourage "numerous stakeholders" to lobby the province to allow the board to keep the funding.

"This is an economic stimulus for eastern Ontario," said trustee David McDonald.

"I'm really optimistic this can go ahead," said trustee Joan Hodge.

Brockville trustee Millie Craig questioned what it would mean for the board if it doesn't get the funding .

"If we don't get this, then we've lost twice. Is that a fair assumption?"

Trustee William MacPherson said the board has nothing to lose in the reinvestment proposal in light of Boundary 2020, which overhauled the region's education system to combat a dramatic decline in enrolment expected over the next 12 years.

"What we've got in front of us is a unique opportunity," said MacPherson. "The worst they can say is no."°

- Brockville Recorder and Times

Article ID# 1287244



Comments on this Article. You are currently not logged in



Parents are outraged by this! Imagine sending children as young as twelve years old into situations with students 18 or 19. This is inconscionable! Here in rural Leeds Ontario ...apparently our taxes aren't equal to taxes paid by those in the city. Imagine putting Brockville children into a High School environment where soft drugs are common place. Our children are not mature enough for this experience but rural children are expendible. Is this our punishment for not voting Liberal in North Leeds Mr. McGuinty?

A generation of our children will be ruined by this oversight.

Could I suggest something a little more reasonable to the Upper Canada policy wonks and responsibility shirkers? When you are driving to work in your luxury cars with your luxury salary consider the fate of these economically challenged children in our rural schools. They deserve a future too ...Don't they?

Consider making the Public School in Portland a Middle school or Junior High and renew the rural populaces faith that you also care about our children...not just those in Brockville and Prescott etc. Our Children are not ready to enter Rideau District High School. The bullying will be rampant and exposure to young adults will be terribly destructive. We will hold you accountable for your actions. The outcomes are measurable. Your jobs are hereafter under observation by your community. You work for us. Taxpayers set the agenda. Expect lots of criticism and activism in the coming months.

[Reply](#) | [Report](#) | [Page Top](#)

Post #1 By [David any](#), 1 day ago | 0 Votes | **Vote:**

I need to clarify that Grade 7&8 children are being sent to RDHS and this is what I am opposed to. A Junior High School is a far better idea. I can't believe our Upper Canada Administrators are so insensitive. They are just being expedient...they say... but after all...their children go to TISS or Upper Canada College.



[Reply](#) | [Report](#) | [Page Top](#)

Post #2 By [David any](#), 1 day ago | 0 Votes | **Vote:**



First of all, Limestone Board has done this for many years, and it has worked, my child did well and we have 2 more to do this. The grade 7 and 8's go to many high schools for this and most of them have separate wings for the junior high, french, leap, and challenge programs are all housed in these schools. Second if we went to one board to run our school and teach "morals", "values" and "character education" instead of "faith" our students would all make better citizens its not "God" that makes better citizens its the community they are raised in. Lets focus on education as a community that we all live . We put our children in "community" based sports, camps, and play on the same street, lets not separate them by schools. Schools are build for the community that we all live in. If we all teach morals and values then we won't be worried that our child may walk by someone in the hall that is 5 years older we will just be proud of what the "older" child may have to offer our younger student. Lets keep the cost of education down so all our children get the fair share of the money

[Reply](#) | [Report](#) | [Page Top](#)

Post #3 By [jullypost](#), 1 day ago | 0 Votes | **Vote:**



I am all for saving money to enhance our education there are many ways to do it. I grew up in a rural school and yes there is many good things about going to the nearby school, but closing the one close by to make better use of money does work. It happen to my child, 6 grade ago. We were mad that our nearby school was closing and we'd have to move to a larger school, twice as many students and a bus ride instead of walking. Now that it is six years later I look back and see all the pluses, more parent support, more teacher expertise, and this both school only went to grade 6 so it didn't matter they would still have to move on. You know we put our almost 4 year olds on a bus with kids that are in grade 8..almost 14 years old, nobody complains what the kindergarten child is picking up from the pre-teen
Lets stop and think about that one!

[Reply](#) | [Report](#) | [Page Top](#)

Post #4 By [jullypost](#), 1 day ago | 0 Votes | **Vote:**



I don't care if they teach morals or religion at school and my preference is they teach neither. I don't really even care if young adults smoke pot at school. I just don't think my twelve year old is ready for it.This system is simply to have a handful of teachers teach a broad variety of subjects they may or may not understand themselves. Yea ...English teachers teaching math...do you want that for your children? Thats like the Librarian teaching Phys Ed.
As for busing ...I was victimized on a bus for 3 years in the late 60's early seventies. The bus driver could do nothing about it.Fortunately for me there were geekier students on the bus who took the worst brunt of the attacks.
Jullypost... I respect your opinion but disagree entirely with you. This isn't "The Waltons" generation where older students engage the young and help to raise them in some old cozy TV series. I say let these kids mature a little more so they can judge for themselves what kind of behavior to engage in. They need to be saved from idolizing Jimmy the Vendor who owns the pimped up Honda in the parking lot which he bought with the proceeds of herb.

[Reply](#) | [Report](#) | [Page Top](#)

Post #5 By [David any](#), 21 hours ago | 0 Votes | **Vote:**



TOM VAN DUSEN

The

School board acted 'in good faith'

BROCKVILLE — There were flaws in the process, but the Upper Canada District School Board (UCDSB) "acted in good faith with a strong focus on improved student learning" in deciding to close two of its elementary schools.

That's the conclusion of a provincial facilitator assigned early in the summer to conduct a review of the process undertaken in determining that Algonquin and North Edwardsburgh public schools could no longer be sustained due to low enrolment and minimum services.

The decision was taken as part of the board's Boundary 2020 assessment of its accommodations in light of steadily declining enrolment across its massive jurisdiction.

"Based on my review and consultations, I have concluded that the UCDSB did not violate their approved accommodation review policy," concluded facilitator Dave Cooke.

Critics

It's a policy which brought a lot of criticism.

UCDSB chairman Greg Pietersma said the board appreciates that it can learn from the Cooke report in improving the process while enhancing educational opportunities for students.

Calling the outcome "predictable," North Edwardsburgh parent Shawn Carmichael, who led the charge against school closures, was satisfied that Cooke didn't

"let the board off with a clean slate."

However, Carmichael said it's the end of the road in the fight to save the two schools in question and 11 more on the chopping block. Their termination date is next September.

Parental petitions were received by the Ontario Ministry of Education seeking administrative reviews only in the Algonquin and North Edwardsburgh decisions.

"School closures are always difficult," Cooke said, adding that such decisions are best made at the local level by a school board with community knowledge, understanding of student needs and accountability to constituents.

In his report, he suggested the UCDSB is in the same enrolment bind as most school boards across the province.

"To improve equitable access to quality programs, boards must close some schools and consolidate resources," Cooke noted, adding the process used in this case "was not perfect" and much can be learned to improve the policy framework for future accommodation reviews.

In faulting the process, Algonquin parents complained that the board prevented information from their resistance coalition from being sent home with students, that it didn't answer questions raised at public meetings and that not all

information was posted on the UCDSB website.

Cooke ruled these issues and others aren't violations of board policy.

In the matter of sending home information other than UCDSB-sanctioned material, he said that's seldom permitted by any board.

In North Edwardsburgh, parents complained the accommodation review committee (ARC) didn't have complete school valuation information at its disposal.

While Cooke agreed there should have been systems in place to ensure that this step in the review process had integrity, he said it would be difficult to conclude that the weakness was so significant that it affected final decisions of the ARC.

Parents also felt that composition of the ARC was too heavily weighted with board officials.

Create partnership

While such composition isn't against board policy, Cooke suggested that in future, the "overwhelming" numbers of board staff and trustees be scaled back to create more of a partnership with the community.

In addition, he said, ARC terms of reference should be made clear enough to create a common understanding of its role and task. Finally, Cooke said financial implications should be a greater part of any discussion of consolidation leading to school closures.